

le présent cas, nous accordons certainement quelque chose mais sans rien recevoir. Voyons si cette fois les Etats-Unis se sont servis d'une fêrule. Dans le "Sunday Herald", de Boston, édition du 27 de mars, je trouve ce passage:

En se servant du tarif maximum comme d'une fêrule, selon l'intention des auteurs de ce tarif, le président a pu obtenir, pour plusieurs articles d'exportation en différents pays, des droits moins élevés que ceux qu'il aurait pu obtenir autrement.

Le "Journal of Commerce", de New-York, dit:

Tous les tarifs depuis 1890, sauf la loi Wilson (et même celle-ci sous certains rapports), ont rendu le commerce du Canada avec les Etats-Unis plus difficile. Le commerce de l'orge a été immolé, le commerce du blé a été réduit à son minimum, le droit sur le papier a été maintenu à une hauteur formidable. Chaque fois que le Canada a cru entrevoir une chance d'établir des relations commerciales avec les Etats-Unis, la loi douanière subséquente a détruit cette possibilité.

Je pourrais lire les uns après les autres les journaux des Etats-Unis qui démontrent que les Américains sont plus qu'enchantés des résultats des arrangements douaniers conclus avec le Canada. Ils déclarent énergiquement que le président des Etats-Unis ne pourrait pas imposer un projet de loi tel que celui que notre ministre des Finances semble croire qu'il pourra faire adopter. Le Canada a certainement été humilié par le présent gouvernement, surtout si l'on considère qu'une attitude énergique et hostile à toutes concessions de sa part avait l'appui de presque tous les journaux du Canada, libéraux ou conservateurs, sauf le "Globe" de Toronto, probablement. Le 17 de mars, ce journal affirmait:

Les libéraux sont fermes. Prêts à affronter une guerre de tarifs, au besoin.

Mais, le 27 de mars, il rétractait presque tout ce qu'il avait dit. Le ministre considère-t-il que nous achetons \$25 de marchandises américaines pour chaque homme, femme et enfant du Canada, tandis que les Etats-Unis n'achètent qu'un dollar de marchandises canadiennes pour chaque homme, femme et enfant de leur pays?

Examinons ensuite le message du président Taft au congrès dans lequel il déclare que les résultats des réunions avec les diplomates canadiens sont satisfaisants. L'opposition a voté contre le traité français. Accordons-nous, nous Canadiens, en pur don nos avantages commerciaux à tous les pays qui les demandent. Si nous continuons à suivre la ligne de conduite que nous nous sommes tracée relativement à nos relations commerciales, nous pouvons être certains qu'au cours des années, nous aurons avec les autres pays des complications douanières de plus en plus nombreu-

M. ARMSTRONG.

ses, et que nous nous trouverons dans une situation aussi humiliante qu'aujourd'hui. J'espère sincèrement que, lorsque l'occasion s'en présentera, le ministre des Finances établira un tarif définitif fixant une échelle de droits maxima et une échelle de droits minima pour tous les pays.

Je n'ai élevé la voix que pour protester contre la présente convention imposée au ministre des Finances et j'espère qu'à l'avenir, s'il tient compte du tarif et des traités contre le Canada et les autres nations étrangères, il étudiera aussi davantage l'effet que ces conventions pourraient avoir sur notre situation au point de vue britannique.

Le très hon. sir WILFRID LAURIER (premier ministre): La Chambre conviendra avec moi, j'en suis sûr, qu'il est regrettable que dans une discussion de cette importance, et même dans une discussion ordinaire, on dise des choses aussi ridicules que celles que nous venons d'entendre de la bouche de mon honorable ami. En commençant son discours, mon honorable ami a déclaré d'une façon très sérieuse que le Gouvernement était propriétaire et avait la direction du "World" de Toronto, un journal important. Mon honorable ami ne devrait pas se hasarder à faire des assertions de ce genre.

M. ARMSTRONG: C'est ce que l'on dit couramment.

Sir WILFRID LAURIER: Qui dit cela?

M. ARMSTRONG: Moi, je le dis.

Sir WILFRID LAURIER: C'est une calomnie à l'égard du Gouvernement et c'est aussi une calomnie à l'égard de l'honorable député d'York-sud (M. Maclean). Il est aussi regrettable que l'on attache autant d'importance au fait que M. Macdonald, le rédacteur du "Globe", est allé aux Etats-Unis. Mon honorable collègue (M. Fielding) a dit, dans le cours de ses remarques, qu'après avoir considéré comme une plaisanterie l'insistance de l'opposition à parler de ce voyage, il a finalement démontré clairement que M. Macdonald était allé aux Etats-Unis de son propre chef, et qu'il n'avait jamais reçu de mission du Gouvernement. Nonobstant cette déclaration de l'honorable ministre des Finances, l'honorable député de Simcoe (M. Currie) a demandé sérieusement si M. Macdonald avait été envoyé comme émissaire ou comme agent du Gouvernement canadien aux Etats-Unis. Je répondrai tout simplement que le Gouvernement n'a envoyé aucun ambassadeur à Washington. Nous avons reçu des commissaires de Washington. Les rôles sont renversés, comme l'a dit mon honorable collègue. Je ne veux pas cependant m'occuper plus longtemps de ces questions qui n'ont pas de rapport avec